



CHAPITRE 110

Loi relative à l'Association de bienfaisance et de retraite
des policiers de la Communauté urbaine de Montréal

[Sanctionnée le 15 décembre 1977]

ATTENDU que l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal a été constituée dans le but de secourir ses membres en cas de maladie ou d'accident, de leur accorder des gratifications et des pensions pour services rendus et de procurer des secours et autres avantages à leurs veuves, leurs enfants ou leurs héritiers;

Qu'elle est l'administrateur du régime de rentes connu sous le nom de «Régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal» et qu'elle désire aussi administrer celui connu sous le nom de «Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal»;

Qu'il y a lieu de refondre sa charte afin de préciser ses pouvoirs et d'en élargir la portée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

La présente loi remplace les chapitres 90 des lois de 1892, 161 de 1935, 129 de 1937, 128 de 1954/1955, 180 de 1959/1960, 102 de 1963 (1^{re} session), 140 de 1966/1967 et l'article 7 du chapitre 71 de 1977, sans toutefois interrompre l'existence corporative de l'Association.

1892, c. 90;
1935,
c. 161;
1937,
c. 129;
1954/55,
c. 128;
1959/60,
c. 180;
1963,
(1^{re} sess.),
c. 102;
1966/67,
c. 140;
1977, c. 71,
a. 7, remp.

Art. 2

Nom de
l'Associa-
tion.

Le nom de l'Association est l'«Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal».

Art. 3

Siège
social.

Le siège social de l'Association est dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Art. 4

Adminis-
trateur
du régime
de rentes.

L'Association est l'administrateur du régime de rentes connu sous le nom de «Régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal» et du régime de rentes connu sous le nom de «Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal». Aux fins de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25), la caisse de retraite de chacun de ces régimes forme un patrimoine dont l'administration est confiée à l'Association qui, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en est saisie comme fiduciaire.

Art. 5

Membres.

Sont membres de l'Association:

a) les personnes qui sont au service de la police de la Communauté urbaine de Montréal, à titre de policiers, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou qui le deviennent par la suite; et

b) les personnes qui, ayant quitté le service de police de la Ville de Montréal ou de la Communauté urbaine de Montréal, conservent néanmoins des droits en vertu d'un des régimes de rentes mentionnés à l'article 4 ou en vertu des deux.

Art. 6

Pouvoirs
d'une
corpora-
tion et
objet.

a) L'Association est une corporation civile au sens du Code civil. Elle a comme seul objet l'administration des régimes de rentes mentionnés à l'article 4 et, à cette fin, elle a tous les pouvoirs nécessaires ou inhérents à cette administration. L'Association n'a cependant aucun patrimoine propre.

Idem.

b) Sans restreindre la portée du paragraphe a) mais à la fin qui y est mentionnée, l'Association peut:

- i) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal;
- ii) participer à la formation et à l'instruction de ses membres et leur fournir toute aide, conseil ou assistance pouvant leur être utile ou nécessaire; et
- iii) établir une caisse commune, y déposer les fonds et valeurs de la caisse de chacun des régimes mentionnés à l'article 4 et investir et ré-investir les fonds et valeurs de cette caisse commune de même que leurs fruits et revenus, conformément à la Loi des régimes supplémentaires de rentes. Cette caisse constitue une caisse de retraite aux fins de ladite loi dont la section VII s'y applique comme s'il s'agissait d'un régime supplémentaire.

Art. 7

a) Le conseil d'administration de l'Association est composé de douze personnes, soit: Conseil d'administration.

i) un membre de l'Association qui est au service de la police de la Communauté urbaine de Montréal, à titre de policier, et qui est élu comme président par les membres de l'Association visés à l'article 5;

ii) cinq membres de l'Association qui sont au service de la police de la Communauté urbaine de Montréal, à titre de policiers, et qui sont élus par les membres de l'Association visés au paragraphe a de l'article 5;

iii) un membre de l'Association visé au paragraphe b de l'article 5 et qui est élu par les membres de l'Association visés à ce paragraphe; et

iv) cinq personnes nommées par résolution du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

b) Le mandat des membres élus du conseil d'administration Mandat. est de quatre ans; la durée du mandat des autres membres du conseil d'administration est fixée par la résolution qui les nomme. Tout membre du conseil d'administration demeure en fonction jusqu'à l'élection ou la nomination de son successeur.

c) En cas d'une vacance parmi les membres du conseil d'ad- Vacance. ministration mentionnés aux sous-paragraphe i, ii ou iii du paragraphe a pour quelque cause que ce soit, les membres du conseil d'administration alors en fonction, par le vote de la majorité d'entre eux, ont le pouvoir, en tout temps et de temps à autre, de choisir toute autre personne afin de combler une telle vacance, et toute personne ainsi choisie demeure en fonction jusqu'à la fin du mandat du membre ainsi remplacé. La personne ainsi choisie doit l'être parmi les membres de l'Association visés aux paragraphes a ou b de l'article 5, selon que le membre ainsi remplacé avait été élu par l'une ou l'autre catégorie de membres, sauf s'il s'agit du prési-

dent, auquel cas il doit être choisi parmi les membres de l'Association visés au paragraphe *a* de l'article 5.

Assemblée
générale
spéciale.

Toutefois, s'il reste plus de six mois à courir avant la fin du mandat du membre du conseil d'administration qu'il remplace, le conseil d'administration doit immédiatement convoquer une assemblée générale spéciale des membres visés aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 5, selon le cas, dans le but d'élire un remplaçant du membre du conseil d'administration à remplacer. S'il s'agit de remplacer le président, une assemblée générale spéciale de tous les membres de l'Association doit être convoquée. La personne ainsi élue reste en fonction pour le temps seulement que le membre du conseil d'administration dont il prend la place aurait été en fonction s'il n'avait pas été remplacé.

Poste
d'officier.

Toute personne ainsi choisie ou élue en remplacement d'un membre du conseil d'administration ainsi remplacé occupe, dès qu'elle a été choisie ou élue, le poste d'officier que le membre remplacé occupait.

Vacance.

d) En cas d'une vacance parmi les autres membres du conseil d'administration, leurs successeurs sont nommés conformément au sous-paragraphe iv du paragraphe *a*.

Mandat.

e) Nonobstant les dispositions du paragraphe *b*, le mandat des membres élus du conseil d'administration de l'Association qui sont en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi se termine à l'élection qui suit la première assemblée générale des membres de l'Association tenue après cette date. Quant au mandat des autres membres du conseil d'administration de l'Association, ceux-ci cessent d'être en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi; dans les vingt jours suivant cette date, le comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal nomme cinq personnes pour la représenter au conseil d'administration ainsi que prévu au sous-paragraphe iv du paragraphe *a*.

Mise en
nomination
et élection
du
président,
etc.

f) L'assemblée prévue au paragraphe *e* doit être tenue dans les six mois qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. À cette assemblée, le président, l'adjoint au secrétaire et l'adjoint au trésorier sont mis en nomination, tant à titre d'administrateurs que d'officiers, pour un mandat de quatre ans, et le vice-président, le secrétaire et le trésorier sont mis en nomination, tant à titre d'officiers que d'administrateurs, pour un mandat de deux ans. À cette assemblée, un membre de l'Association représentant les membres de l'Association visés au paragraphe *b* de l'article 5 est mis en nomination, à titre d'administrateur, pour un mandat de quatre ans. L'élection de ces officiers et administrateurs est tenue de la manière prévue aux règlements de l'Association et tous ces officiers sont, dès leur élection, membres du conseil d'administration de l'Association.

Art. 8

a) Les pouvoirs de l'Association sont exercés par son conseil d'administration. Le quorum pour la tenue des réunions du conseil d'administration est fixé à sept personnes dont cinq des membres du conseil d'administration visés aux sous-paragraphes i, ii et iii du paragraphe a de l'article 7. Conseil d'administration et quorum.

b) Le conseil d'administration de l'Association doit adopter, dans les trente jours suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et, par la suite, maintenir en vigueur: Règlements.

i) un règlement relatif aux placements prévoyant l'établissement de la caisse commune visée à l'article 6 et la constitution d'un comité ayant pour objet la détermination des politiques et objectifs concernant le placement des fonds et valeurs constituant cette caisse commune. Ce comité est composé du président de l'Association et de deux autres membres du conseil d'administration de l'Association désignés par résolution du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal; ce comité n'a aucun droit de regard, cependant, sur l'investissement de ces fonds et valeurs dans des placements de la catégorie de ceux visés à l'article 6.21 du Règlement adopté sous l'autorité de la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

ii) un règlement relatif à la constitution d'un comité médical ayant pour objets ceux prévus aux régimes de rentes mentionnés à l'article 4. Ce comité est composé de trois médecins, dont deux sont nommés par résolution du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal et un par résolution du conseil d'administration de l'Association; et

iii) un règlement pourvoyant au remplacement du Règlement du régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.

c) L'adoption, la modification et l'abrogation de tout règlement de l'Association doivent, pour entrer en vigueur, être approuvées par résolution du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal. Approbation.

d) Tout règlement de l'Association et toute révocation, modification ou remise en vigueur d'un tel règlement de l'Association, à moins qu'il n'ait été sanctionné dans l'intervalle à une assemblée générale spéciale des membres de l'Association dûment convoquée à cette fin, n'ont d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée générale des membres de l'Association et, s'ils ne sont pas sanctionnés à cette assemblée, ils cessent d'avoir effet à compter de la date de cette assemblée, sans porter atteinte, cependant, à la validité des décisions prises et des gestes posés jusqu'alors en vertu d'un tel règlement. Nonobstant ce qui précède, l'adoption des règlements visés au paragraphe b de même que l'adoption de tout rè- Effet. Validité. Exception.

glement de régie interne par le conseil d'administration de l'Association dans les trente jours suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi n'ont pas à être sanctionnées de la manière prévue au présent paragraphe; ces règlements entrent en vigueur dès qu'ils ont été approuvés conformément au paragraphe *c* et, dans le cas du règlement visé au sous-paragraphe iii du paragraphe *b*, dès qu'il a été approuvé conformément à l'article 10.

Art. 9

Règle-
ments et
résolutions
demeurent
en vigueur.

a) Les règlements et résolutions du conseil d'administration de l'Association en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi le demeurent jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés par le conseil d'administration à moins qu'ils soient incompatibles, en tout ou en partie, avec les dispositions de la présente loi.

Officiers
demeurent
en fonction.

b) Les officiers de l'Association en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi le demeurent jusqu'à l'élection qui suit la première assemblée générale des membres de l'Association tenue après cette date.

Art. 10

Consente-
ments
requis.

Le Règlement pourvoyant au remplacement du règlement du régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal ne peut être adopté, modifié ni abrogé sans le consentement de la Ville de Montréal, exprimé par résolution de son comité exécutif ni sans le consentement de la Communauté urbaine de Montréal exprimé par résolution de son comité exécutif. Le consentement de cette dernière n'est requis que dans la mesure où celle-ci assume des engagements envers ce régime.

Art. 11

Examen
des livres.

Les livres que l'Association doit tenir doivent être examinés au moins une fois par exercice financier par le ou les vérificateurs que le comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal désigne à l'Association.

Droit de
regard,
etc.

Le présent article ne porte pas atteinte au droit de regard, d'inspection et de vérification du Vérificateur de la Ville de Montréal, tel qu'établi dans l'acte intervenu le 22 juin 1977 entre la Ville de Montréal et l'Association et reçu devant Me Jean-Paul Langlois, notaire à Montréal, sous le numéro 9053 des minutes de son répertoire.

1977

Association de bienfaisance et de retraite

CHAP. **110** 1559

Art. 12

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.



CHAPTER 110

An Act respecting the Association de bienfaisance et de retraite
des policiers de la Communauté urbaine de Montréal

[Assented to 15 December 1977]

WHEREAS the Montreal Police Benevolent and Pension Society Preamble.
was incorporated, with the object of assisting its members in case
of illness or accident, granting them rewards and pensions for
services rendered and obtaining assistance for and conferring other
benefits on their widows, children and heirs;

Whereas it is the administrator of the pension plan known as
the "Régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Re-
traite de la Police de Montréal" and also wishes to administer
the pension plan known as the "Régime de rentes des policiers
de la Communauté urbaine de Montréal";

Whereas it is expedient to consolidate its charter in order to
specify its powers and enlarge their scope;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the 1892, c. 90;
Assemblée nationale du Québec, enacts as follows: 1935,
c. 161;

1. This act replaces chapters 90 of the statutes of 1892,
161 of 1935, 129 of 1937, 128 of 1954/1955, 180 of 1959/1960,
102 of 1963 (1st session), 140 of 1966/1967 and section 7 of chapter 1937,
c. 129;
1954/55,
c. 128;
1959/60,
c. 180;
1963,
(1st sess.),
c. 102;
1966/67,
c. 140;
1977, c. 71,
s. 7,
replaced.
71 of 1977, without, however, interrupting the corporate existence
of the society. Name.

2. The name of the society shall be "Association de bienfai-
sance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de
Montréal". Name.

3. The corporate seat of the Association is in the territory Corporate
seat.
of the Montreal Urban Community.

Admin-
istrator of
pension
plan.

4. The Association is the administrator of the pension plan known as the "Régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal" and of the pension plan known as the "Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal". For the purposes of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25), the pension fund of each of such plans shall form a patrimony administered by the Association which is to become the trustee thereof as of the coming into force of this act.

Members.

5. The following persons are members of the Association:

(a) persons employed as policemen by the Police Department of the Montreal Urban Community on the date of the coming into force of this act or who become so thereafter; and

(b) persons who, having left the Police Department of the City of Montreal or of the Montreal Urban Community, nevertheless retain rights under one or both of the pension plans mentioned in section 4.

Powers
of a
corporation
and object.

6. (a) The Association is a civil corporation within the meaning of the Civil Code. Its sole object is the administration of the pension plans mentioned in section 4 and, for such object, it has all the powers necessary or inherent in such administration. The Association has, however, no property of its own.

Idem.

(b) Without limiting the scope of paragraph *a* but for the sole purpose mentioned therein, the Association may:

i. bind itself and bind others towards it by any legal means;
ii. participate in the training and instruction of its members and provide them with any assistance, advice or help that may be useful or necessary; and

iii. establish a common fund, deposit therein the funds and securities of the fund of each of the plans mentioned in section 4, and invest and reinvest the funds and securities of such common fund, as well as their yield and income, in accordance with the Supplemental Pension Plans Act. Such fund is a pension fund for the purposes of the said act and Division VII thereof applies to it as if it were a supplemental pension plan.

Board of
directors.

7. (a) The board of directors of the Association shall be composed of twelve persons, namely:

i. one member of the Association who is employed as a policeman by the Police Department of the Montreal Urban Community, and who is elected chairman by the members of the Association contemplated in section 5;

ii. five members of the Association who are employed as policemen by the Police Department of the Montreal Urban Com-

munity, and who are elected by the members of the Association contemplated in paragraph *a* of section 5;

iii. one member of the Association contemplated in paragraph *b* of section 5, elected by the members of the Association contemplated in that paragraph; and

iv. five persons appointed by resolution of the executive committee of the Montreal Urban Community.

(b) The term of office of the elected members of the board of directors is four years; the term of office of the other members of the board of directors shall be fixed by the resolution by which they are appointed. Every member of the board of directors shall remain in office until the election or appointment of his successor. ^{Term of office.}

(c) In the case of a vacancy among the members of the board of directors mentioned in subparagraphs i, ii and iii of paragraph *a* for any cause whatsoever, the members of the board of directors then in office, by a majority vote, have the power, at any time and whenever necessary, to choose any other person to fill such vacancy, and every person so chosen shall remain in office until the end of the term of the member so replaced. The person so chosen must be chosen from among the members of the Association contemplated in paragraph *a* or *b* of section 5, according to whether the member so replaced had been elected by the first or by the second category of members, except in the case of the chairman, who must be chosen from among the members of the Association contemplated in paragraph *a* of section 5. ^{Vacancy.}

However, if there remain more than six months to run before the end of the term of office of the member of the board of directors being replaced, the board of directors shall forthwith convene a special general meeting of the members contemplated in paragraph *a* or *b* of section 5, as the case may be, for the purpose of electing a person to replace the member of the board of directors to be replaced. If the chairman is being replaced, a special general meeting of all the members of the Association must be convened. The person so elected shall remain in office only for the time that the member of the board of directors that he replaces would have been in office if he had not been replaced. ^{Special general meeting.}

Every person so chosen or elected to replace a member of the board of directors shall, on being chosen or elected, occupy any position as officer that was occupied by the member replaced. ^{Member replacing.}

(d) In the case of a vacancy among the other members of the board of directors, their successors shall be appointed in accordance with subparagraph iv of paragraph *a*. ^{Vacancy.}

Term
of office.

(e) Notwithstanding paragraph *b*, the term of office of the elected members of the board of directors of the Association holding office on the date of the coming into force of this act ends as of the election following the first general meeting of the members of the Association held after such date. The term of office of the other members of the board of directors of the Association ceases on the date of the coming into force of this act; within twenty days following such date, the executive committee of the Montreal Urban Community shall appoint five persons to represent it on the board of directors as provided for in subparagraph iv of paragraph *a*.

Nomina-
tion and
election
of
chairman,
etc.

(f) The meeting provided for in paragraph *e* must take place within six months after the date of the coming into force of this act. At such meeting, the chairman, the assistant to the secretary and the assistant to the treasurer shall be nominated, both as directors and as officers, for a term of four years, and the vice-chairman, the secretary and the treasurer shall be nominated, both as officers and as directors, for a term of two years. At such meeting, one member of the Association representing the members of the Association contemplated in paragraph *b* of section 5 shall be nominated, as a director, for a term of four years. The election of such officers and directors shall be held in the manner provided for in the by-laws of the Association and all such officers shall be, from their election, members of the board of directors of the Association.

Board
of directors
and
quorum.

8. (a) The powers of the Association shall be exercised by its board of directors. The quorum of meetings of the board of directors shall be fixed at seven persons including five of the members of the board of directors contemplated in subparagraphs i, ii and iii of paragraph *a* of section 7.

By-laws.

(b) The board of directors of the Association must adopt, within thirty days following the date of the coming into force of this act, and, thereafter, maintain in force:

i. a by-law concerning investments providing for the establishment of the common fund contemplated in section 6 and the constitution of a committee having as its object the determination of the policies and objectives respecting the investment of the funds and securities of such common fund. Such committee is composed of the chairman of the Association and two other members of the board of directors of the Association appointed by resolution of the executive committee of the Montreal Urban Community; such committee has no right of inspection, however, in respect of the investment of the funds and securities in investments of the class contemplated in section 6.21 of the Regulation under the Supplemental Pension Plans Act;

ii. a by-law concerning the constitution of a medical committee having as its objects those provided for in the pension plans mentioned in section 4. Such committee is composed of three physicians, two of whom are appointed by resolution of the executive committee of the Montreal Urban Community and one, by resolution of the board of directors of the Association; and

iii. a by-law providing for the replacement of the by-laws of the Régime de rentes de l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.

(c) To have effect, the adoption, amendment or repeal of any by-law of the Association must be approved by resolution of the executive committee of the Montreal Urban Community. Approval.

(d) Any by-law of the Association and any revocation, amendment or putting back into force of such a by-law of the Association, unless it has been sanctioned in the meantime at a special general meeting of the members of the Association duly called for such purpose, has effect only until the next general meeting of the members of the Association and, if not sanctioned at such meeting, ceases to have effect from the date of such meeting; however, the validity of decisions taken and of acts performed until then under such by-laws is not affected. Notwithstanding the foregoing, the adoption of the by-law contemplated in paragraph *b* as well as the adoption of any internal management by-law by the board of directors of the Association within thirty days following the date of the coming into force of this act does not require sanction in the manner provided for in this paragraph; such by-laws shall come into force on being approved in accordance with paragraph *c*, and, in the case of a by-law contemplated in subparagraph iii of paragraph *b*, on being approved in accordance with section 10. Effect. Validity. Exception.

9. (a) The by-laws and resolutions of the board of directors of the Association in force on the date of the coming into force of this act continue to have effect until they are amended or repealed by the board of directors, unless they are wholly or partly inconsistent with this act. By-laws and resolutions to remain in force.

(b) The officers of the Association in office on the date of the coming into force of this act remain so until the election following the first general meeting of the members of the Association held after such date. Officers to remain in office.

10. The by-law providing for the replacement of the by-laws of the Régime de rentes de l'Association de bienfaisance et de retraite de la Police de Montréal shall not be adopted, amended or repealed without the consent of the City of Montreal, expressed by resolution of its executive committee, nor without the consent of the Montreal Urban Community expressed by resolution of its Consent required.

executive committee. The consent of the said Community is required only to the extent that it assumes engagements towards the plan.

Audit.

11. The books that the Association is required to keep must be audited at least once every financial year by the auditor or auditors designated to the Association by the executive committee of the Montreal Urban Community.

No
derogation.

This section does not derogate from the right of supervision, inspection and examination belonging to the Auditor of the City of Montreal, as established in the deed signed 22 June 1977 between the City of Montreal and the Association before Jean-Paul Langlois, notary at Montreal, under number 9053 of his minutes.

Coming
into force.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.